



Communiqué de presse, le 25 mars 2023

Face à la crise de l'eau, les résultats de la Conférence des Nations Unies ne sont pas à la hauteur

Les organisations de la campagne « S-EAU-S, des engagements, pas des abonnés absents » – la Coalition Eau, le Secours Islamique France et Action contre la Faim –, présentes à New York, saluent le caractère historique de la Conférence des Nations Unies. Elles constatent cependant le décalage entre la crise de l'eau vécue, largement reconnue et médiatisée, et les engagements concrets des États qui ne permettront pas d'y répondre.

La Conférence des Nations Unies sur l'eau, qui s'est tenue du 22 au 24 mars 2023 à New York et qui a réuni environ 170 États membres et près de 6 500 participants, constitue un événement historique, la dernière conférence intergouvernementale sur l'eau remontant à 1977. Les États et les organisations internationales rassemblés cette semaine à New York ont largement reconnu l'ampleur de la crise de l'eau et manifesté leur inquiétude face aux pénuries, aux inondations, à la perte d'écosystèmes et aux impacts de la crise climatique sur l'eau, qui touchent les quatre coins du globe. Les cris d'alerte se sont multipliés de la part des participants, alors que 2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et 3,6 milliards de personnes sont privées de toilettes.



Des engagements non contraignants et peu ambitieux

Les prises de parole officielles des États se sont bien souvent résumées à des présentations des enjeux nationaux et internationaux et à des déclarations d'intention, sans précision sur les cibles ni les moyens de mise en œuvre.

Le principal livrable de la Conférence est le Programme d'Action pour l'Eau ("Water Action Agenda") qui rassemble les engagements volontaires des États et des acteurs. A ce jour, 708 engagements ont été enregistrés. Cependant, ces engagements, disparates, hétérogènes et non contraignants, ne constituent en rien la réponse collective, stratégique et holistique attendue de la part des États face à la crise de l'eau à l'échelle planétaire.

Quelles avancées sur la gouvernance mondiale de l'eau ?

Comme le demandaient les organisations de la campagne S-EAU-S, la France a largement soutenu la nomination d'un.e Envoyé.e Spécial.e des Nations Unies sur l'eau, en proposant de contribuer financièrement à ce poste dès 2023, ainsi que l'organisation de réunions intergouvernementales régulières sur l'eau sous l'égide des Nations Unies.

Plusieurs autres pays, tels que la Bolivie, l'Allemagne, Singapour et la Namibie se sont également exprimés en faveur de l'organisation de réunions régulières sur l'eau sous l'égide des Nations Unies. Cependant, en l'absence de négociations formelles autour d'un accord intergouvernemental lors de la Conférence, aucune décision n'a été prise à ce sujet.

De la même manière, alors que plus de 150 États soutiennent la création d'un poste d'Envoyé.e Spécial.e de l'ONU sur l'eau, sa nomination n'a pas été concrétisée. Ce poste est pourtant essentiel pour coordonner l'action des Nations Unies et convoquer les États à des réunions régulières sur l'eau.

Les pays en faveur du multilatéralisme sur l'eau devront redoubler d'efforts pour des avancées diplomatiques concrètes dans les prochains mois.

« Action contre la Faim, le Secours Islamique France et la Coalition Eau réitèrent leur demande à l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'adoption d'une résolution permettant d'établir des réunions régulières intergouvernementales pour l'eau » déclarent les trois ONG à l'issue la Conférence.

Campagne S-EAU-S : le [FILM](#) en ligne - la [NOTE DE POSITIONNEMENT](#) en ligne.

Contacts presse : J. Marié - 06 64 99 56 79 - julien@instinctcom.fr | A. Moussaoui - 06 27 26 49 64 - amine@ozinfos.com